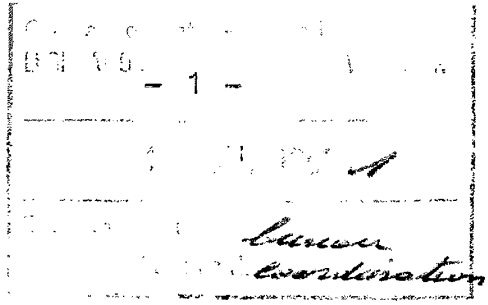


ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 novembre 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant les paiements à effectuer à certains ayants droit des militaires du corps de volontaires pour la Corée tués à l'ennemi ou morts des suites de faits de guerre, disparus ou prisonniers de guerre", a donné en sa séance du 5 décembre 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e November 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de betalingen uit te voeren aan sommige rechthebbenden van militairen van het vrijwilligerskorps voor Korea, die gesneuveld of naar aanleiding van oorlogsgebeurtenissen overleden, vermist of krijgsgevangen zijn", heeft ter zitting van 5 December 1951 het volgend advies gegeven :

Le projet a comme premier objet d'accorder à la veuve ou aux enfants du militaire, membre du corps expéditionnaire pour la Corée tué à l'ennemi ou décédé des suites de faits de guerre, une avance sur pension.

Il a comme second objet d'accorder aux épouses et enfants des mêmes militaires prisonniers ou disparus des avances sur traitements, en attendant soit leur retour, soit la reconnaissance de leur décès.

Les articles 4, § 2, et 8 du projet prévoient que ces avances seront déduites des arriérés soit des pensions, soit du traitement dus pendant les périodes que ces avances ont couvertes.

Le projet ne parle pas de l'hypothèse où les avances auraient été supérieures aux arriérés dus; dans ce cas, si le Gouvernement entendait ne pas réclamer ces sommes payées indûment, seule une loi pourrait, par application de l'article 114 de la Constitution, permettre leur abandon aux ayants droit. Tant qu'un pareil texte législatif n'existe pas, ces sommes sont recouvrables.

\+

\+ \+

Le chapitre II du projet accorde à l'épouse ou aux enfants du militaire disparu une avance sur traitement jusqu'au jour de la "reconnaissance" du décès du militaire. Cette disposition ne pourrait sortir ses effets que si un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres rendait applicable aux

.../...

volontaires de Corée la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès. Dans sa lettre de demande d'avis, le Ministre de la Défense nationale signale que cet arrêté royal sera pris incessamment. Le Conseil d'Etat est d'avis que cet arrêté royal devrait être pris avant le projet actuel; l'article 8, § 2, du projet trouve, en effet, sa base légale dans cette loi du 20 août 1948.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AUX AVANCES SUR PENSION ET TRAITEMENT ACCORDEES A CERTAINS AYANTS DROIT DES MILITAIRES DU CORPS EXPEDITIONNAIRE POUR LA COREE, TUES A L'ENNEMI OU MORTS DES SUITES DE FAITS DE GUERRE, DISPARUS OU PRISONNIERS DE GUERRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 68 de la Constitution;

.../...

Vu l'arrêté royal du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie;

Vu la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès, rendue applicable aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée par l'arrêté royal n° ... du ...;

Vu les lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949, rendues applicables aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée par l'arrêté royal n° 1 du 26 juin 1951;

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 1950 portant le statut pécuniaire et le régime d'indemnisation applicables aux militaires faisant partie du corps expéditionnaire pour la Corée;

Vu l'arrêté royal du ... portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées;

Vu l'avis du Premier Ministre, donné le ...;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

CHAPITRE 1er.- DES AVANCES SUR PENSION.

Article 1er.-

Pendant une période de six mois à dater du 1er du mois qui suit le décès du militaire appartenant au corps expéditionnaire pour la Corée, tué à l'ennemi ou mort des suites de faits de guerre, il est alloué mensuellement une avance sur pension à sa veuve ou, à défaut de celle-ci, collectivement à ses enfants légitimes âgés de moins de dix-huit ans.

Article 2.-

Le montant de cette avance est fixée à 75 p.c. du dernier traitement payé à l'intéressé.

Ce montant est, le cas échéant, majoré des allocations familiales allouées au personnel rétribué par l'Etat; toutefois, la majoration n'a pas lieu lorsque l'ayant droit peut prétendre aux allocations familiales d'orphelins en vertu des dispositions légales en la matière.

Article 3.-

Le montant de l'avance, éventuellement majoré des allocations familiales, est réduit au montant du secours alimentaire dû à l'ayant droit par le militaire de son vivant, en vertu d'une décision judiciaire ou d'une convention.

Article 4.-

Du montant de l'avance sont déduites les sommes perçues, pendant la même période, à un titre quelconque comme ayant droit du militaire décédé.

.../...

Article 5.-

Lors de la liquidation de la pension de survie attribuée en vertu du régime des pensions de veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie et lors de la liquidation de la pension de réparation attribuée pour un fait dû à la guerre, le montant de l'avance pour la période correspondante est déduit des arriérés de ces pensions.

CHAPITRE II. DES AVANCES SUR TRAITEMENT.

Article 6.-

A dater du 1er du mois qui suit la disparition ou la capture du militaire, il est alloué mensuellement à l'épouse ou,à défaut de celle-ci, aux enfants légitimes de moins de dix-huit ans, une avance sur traitement; toutefois, cette avance n'est allouée que si une partie des rémunérations du militaire leur sont versées en vertu d'une délégation de traitement, d'une décision judiciaire ou d'une convention.

Article 7.-

Le montant de cette avance est fixé au montant de la délégation de traitement, ou au montant du secours alimentaire dû à l'ayant droit en vertu d'une décision judiciaire ou d'une convention; toutefois, ce montant ne peut excéder 75 p.c. du dernier traitement payé au militaire intéressé, majorés, le cas échéant, des allocations familiales aux taux et conditions prévus pour le personnel rétribué par l'Etat.

.../...

Article 8.-

Du montant de l'avance sont déduites les sommes perçues pendant la même période, à un titre quelconque, comme ayant droit du militaire.

Article 9.-

Lors de la reprise en force éventuelle du militaire, les avances versées à l'épouse ou aux enfants sont déduites des arriérés dus au militaire conformément aux dispositions du statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées ayant trait aux militaires prisonniers ou internés de guerre et à ceux portés absents en temps de guerre.

Article 10.-

A partir du jour de la reconnaissance du décès du militaire disparu ou prisonnier de guerre, l'avance sur traitement n'est plus versée et il est fait application des dispositions du chapitre Ier.

Les arriérés de traitement dus aux héritiers du militaire sont calculés comme il est dit en l'article 9.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 11.-

Nul ne peut prétendre à l'indemnité pour frais funéraires du chef d'un militaire tué à l'ennemi

ou mort des suites de faits de guerre lorsque ces frais ont été pris à charge par l'Etat.

Article 12.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er mars 1951.

Article 13.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp strekt er in de eerste plaats toe een voorschot op het pensioen te verlenen aan de weduwe of de kinderen van de militair die, tot het expeditiekorps voor Korea behorend , gesneuveld of ten gevolge van oorlogshandelingen overleden is.

In de tweede plaats strekt het er toe, aan de echtgenote en de kinderen van de militair die, tot datzelfde expeditiekorps behorend vermist of krijgsgevangen is, wedde-voorschotten te verlenen in afwachting dat hij terugkeert of dat zijn overlijden is erkend.

Luidens de artikelen 4, § 2, en 8 van het ontwerp worden die voorschotten afgetrokken van de achterstallige pensioenen en wedden, verschuldigd tijdens de perioden waarop die voorschotten betrekking hebben.

Het ontwerp maakt geen gewag van het geval dat de voorschotten meer bedragen dan de achterstallen; in dat geval, indien de Regering voornemens is die onverschuldigd betaalde sommen niet terug te vorderen, kunnen deze alleen krachtens een wet en met toepassing van artikel 114 van de Grondwet aan de rechtverkrijgenden worden overgelaten. Zolang een dergelijke wetsbepaling niet bestaat, zijn die sommen terugvorderbaar.

\+

\+ \+

Hoofdstuk II van het ontwerp verleent aan de echtgenote of de kinderen van de vermiste militair een wedde-voorschot tot de dag van de "erkenning" van het overlijden van de militair. Die bepaling zou enkel uitwerking kunnen hebben indien een koninklijk besluit, in

.../...

de Ministerraad overlegd, op de vrijwilligers voor Korea toepasselijk verklaarde de wet van 20 Augustus 1948 betreffende de verklaringen van overlijden en van vermoedelijk overlijden, alsmede betreffende de overschrijving en de administratieve verbetering van sommige akten van overlijden. In zijn brief waarbij hij om advies verzoekt, deelt de Minister van Landsverdediging mede dat dit koninklijk besluit binnenkort zal worden genomen. De Raad van State is van oordeel dat dit koninklijk besluit moet worden genomen vóór het onderhavige ontwerp; rechtsgrond voor artikel 8, § 2, van het ontwerp is immers de wet van 20 Augustus 1948.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn bij het ontwerp opmerkingen over de vorm te maken waarmede in de onderstaande tekst rekening is gehouden :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE VOORSCHOTTEN OP HET PENSIOEN EN DE WEDDE, VERLEEND AAN SOMMIGE RECHTVERKRIJGENDEN VAN MILITAIREN DIE, TOT HET EXPEDITIEKORPS VOOR KOREA BEHOREND, GESNEUVELD OF TEN GEVOLGE VAN OORLOGSHANDELINGEN OVERLEDEN ZIJN, VERMIST OF KRIJGSGEVANGEN ZIJN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 68 van de Grondwet;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 12 Maart 1936 tot eenmaking van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de rijkswacht;

Gelet op de wet van 20 Augustus 1948 betreffende de verklaringen van overlijden en van vermoedelijk overlijden, alsmede betreffende de overschrijving en de administratieve verbetering van sommige akten van overlijden, welke wet op de leden van het expeditiekorps voor Korea toepasselijk is verklaard bij het koninklijk besluit nr ... van ...;

Gelet op de wetten op de vergoedingspensioenen, samengeordend bij besluit van de Regent van 5 October 1948 en aangevuld bij de wet van 22 December 1949, welke wetten op de leden van het expeditiekorps voor Korea toepasselijk zijn verklaard bij het koninklijk besluit nr 1 van 26 Juni 1951;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 November 1950 houdende geldelijk statuut en vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen die deel uitmaken van het expeditiekorps voor Korea;

Gelet op het koninklijk besluit van ... houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht;

Gelet op het advies van de Eerste-Minister, gegeven ...;

Gelet op het advies van de Raad van State;

.../...

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I.- PENSIOEN-VOORSCHOTTEN.

Artikel 1.-

Gedurende zes maanden te rekenen van de eerste van de maand volgend op het overlijden van de militair die, tot het expeditiekorps voor Korea behorend, gesneuveld of ten gevolge van oorlogshandelingen overleden is, wordt maandelijks een voorschot op het pensioen aan zijn weduwe toegekend of, bij ontstentenis dezer, gezamenlijk aan zijn wettige kinderen van minder dan achttien jaar.

Artikel 2.-

Het bedrag van dit voorschot is vastgesteld op 75 t.h. van de laatste wedde die aan de belanghebbende is uitbetaald.

Dat bedrag wordt, bij voorkomend geval, verhoogd met de kinderbijslag welke aan het door de Staat bezoldigd personeel wordt toegekend, tenzij de rechtverkrijgende krachtens de ter zake geldende wetsbepalingen aanspraak kan maken op kinderbijslag voor wezen.

.../...

Artikel 3.-

Het bedrag van het eventueel met kinderbijslag verhoogde voorschot wordt verminderd tot het bedrag van het onderhoudsgeld dat de militair tijdens zijn leven krachtens een rechterlijke beslissing of een overeenkomst aan de rechtverkrijgende verschuldigd was.

Artikel 4.-

Van het bedrag van het voorschot worden afgetrokken de sommen, welke tijdens de zelfde periode om enigerlei reden als rechtverkrijgende van de overleden militair zijn ontvangen.

Artikel 5.-

Bij het uitbetalen van het overlevingspensioen, krachtens de pensioenregeling voor de weduwen en wezen der leden van het leger en de rijkswacht toegekend, en bij het uitbetalen van het vergoedingspensioen wegens een aan de oorlog te wijten handeling, wordt het bedrag van het voorschot voor de overeenstemmende periode van de achterstallen van die pensioenen afgetrokken.

.../...

HOOFDSTUK II.- VOORSCHOTTEN OP DE WEDDE.

Artikel 6.-

Te rekenen van de eerste van de maand volgend op de dag waarop de militair vermist of gevangen genomen is, wordt maandelijks aan de echtgenote of, bij ontstentenis dezer, aan de wettige kinderen van minder dan achttien jaar een voorschot op de wedde toegekend; alleen dan echter wordt dit voorschot toegekend, wanneer een gedeelte van de bezoldigingen van de militair hun krachtens een weddeoverdracht, een rechtelijke beslissing of een overeenkomst, wordt uitbetaald.

Artikel 7.-

Het bedrag van dat voorschot is gelijk aan het bedrag van de weddeoverdracht, of aan het bedrag van het onderhoudsgeld dat krachtens een rechterlijke beslissing of een overeenkomst aan de rechtverkrijgende is verschuldigd ; dat bedrag mag echter niet hoger zijn dan 75 t.h. van de laatste wedde die aan de belanghebbende militair is uitbetaald, bij voorkomend geval vermeerderd met kinderbijslag van hetzelfde bedrag en onder dezelfde voorwaarden als voor het door de Staat bezoldigd personeel.

Artikel 8.-

Van het bedrag van het voorschot worden afgetrokken de sommen, welke tijdens dezelfde periode om enigerlei reden als rechtverkrijgende van de militair zijn ontvangen.

Artikel 9.-

Bij de gebeurlijke wederopneming van de militair in de getalsterkte, worden de aan de echtgenote of

.../...

de kinderen betaalde voorschotten afgetrokken van de achterstallen, aan de militair verschuldigd overeenkomstig de bepalingen van het geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, betreffende de militairen die krijgsgevangen of oorlogsgeïnterneerd zijn en betreffende deze wier afwezigheid in oorlogstijd is vastgesteld.

Artikel 10.-

Vanaf de dag waarop het overlijden van de vermiste of krijgsgevangen militair is erkend, wordt het voorschot op de wedde niet meer betaald en is het bepaalde in hoofdstuk I van toepassing.

De achterstallen van wedde, aan de erfgenamen van de militair verschuldigd, worden berekend zoals in artikel 9 is aangegeven.

HOOFDSTUK III.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 11.-

Niemand kan op de vergoeding wegens begrafeniskosten aanspraak maken voor een militair die gesneuveld of, ten gevolge van oorlogshandelingen, overleden is, wanneer de Staat die kosten op zich heeft genomen.

Artikel 12.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Maart 1951.

Artikel 13.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	P. COART-FRESART, P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.